



RAPPORT MORAL

Cette année voit l'aboutissement de notre stratégie triennale 2015-2017. Elle répond à nouveau et pour la troisième année consécutive à notre ambition : faire face à l'augmentation des besoins humanitaires, de l'urgence au retour à l'autonomie.

Nous ne pouvions néanmoins nous attendre à une telle croissance par rapport à l'année précédente. Cette hausse de plus de 15% de notre volume d'activités, s'explique en partie par la dégradation de la situation au Yémen, considérée cette année comme la plus grave crise humanitaire dans le monde, par l'augmentation des besoins sur la crise autour du Lac Tchad, et en particulier au Nigeria, et par des situations toujours aussi catastrophiques et non réglées en Syrie, au Soudan du Sud, et en Centrafrique notamment.

Grâce à leur engagement toujours aussi fort, nos équipes ont su faire preuve d'une grande capacité pour accéder à des zones très complexes, et délivrer une assistance où peu d'acteurs sont en mesure d'opérer - comme à Alep, Homs ou Damas en Syrie, comme à Kidal au Mali, ou comme à Benghazi en Libye.

Elles se sont aussi fortement mobilisées sur la crise du Kasai en République démocratique du Congo, une province profondément affectée par des affrontements et des violences massives, mais aussi au Bangladesh où elles ont répondu en urgence pour venir en aide aux populations Rohingya qui ont traversé la frontière birmane afin d'y trouver refuge, fuyant ainsi les persécutions et des exactions d'une violence extrême, dont elles étaient victimes depuis des décennies. Kutupalong au Bangladesh est devenu aujourd'hui le plus grand camp de réfugiés au monde. Le soutien de nos équipes auprès des migrants en Ile-de-France en situation de grande vulnérabilité, au niveau de l'accès à la santé, de l'apprentissage de la langue française et de leur insertion professionnelle a également été une action forte au sein de notre association, alors que la position de la France et de l'Europe concernant leur accueil semble être dans l'impasse.

Je souhaite ainsi renouveler à l'ensemble de nos bénévoles et de nos salariés, toute ma gratitude pour leur mobilisation sans faille, dans un environnement où leur vie est souvent mise en danger pour sauver celle des autres.

Je note par ailleurs la forte mobilité interne en 2017 des salariés au sein de l'association, illustrant ainsi notre volonté de promotion des équipes et leur fidélisation.

Je veux remercier aussi tous nos donateurs et partenaires, de plus en plus nombreux à nous faire confiance et à nous venir en aide aujourd'hui, puisqu'ils nous permettent de soutenir près de 10% des populations réfugiées et déplacées dans le monde.

Afin d'accompagner cet engagement et nos équipes sur le terrain dans ce contexte de forte croissance, j'ai voulu engager en 2017, un processus de dynamisation de notre vie associative, en l'élargissant à de nouveaux membres et en initiant un système de parrainage entre les administrateurs et les missions qui doit se concrétiser dès le début de l'année prochaine.

2018 sera ainsi une année charnière pour notre association. La consolidation de notre action, face à cette très forte augmentation d'activités absorbée en 2017, est cruciale pour préparer l'avenir, et continuer de répondre aux besoins dans un environnement humanitaire en profonde évolution. La mise en œuvre de nos modalités d'intervention devra être accompagnée de changements organisationnels importants et l'élaboration de nouveaux processus. Une stratégie de financement est essentielle pour allouer les moyens nécessaires à cette organisation.

Trois axes devront ainsi être poursuivis en 2018 :

- ✚ la stabilité de notre activité développée en 2017, en améliorant le pilotage opérationnel et en consolidant nos capacités en termes de ressources humaines ;
- ✚ le déploiement définitif des chantiers principaux initiés pour certains dès 2016, afin d'accompagner la croissance au sein de tous les départements ;
- ✚ la définition d'une stratégie pluriannuelle qui devra être mise en œuvre à partir de 2019.



Vincent Basquin
Président



© Gwenn Dubourthoumieu / Première Urgence Internationale

SOMMAIRE

- 02 / Rapport moral**
- 04 / Première Urgence Internationale en quelques mots**
- 05 / Chiffres clés**
- 06 / Notre savoir-faire**
- 07 / Nos zones d'intervention**
- 08 / Nos missions**
 - 09 / Moyen-Orient**
 - 14 / Afrique**
 - 21 / Asie**
 - 24 / Europe**
 - 26 / Caraïbes**
- 29 / Nos activités au siège**
- 32 / Rapport financier 2017**
- 34 / Les témoignages de nos partenaires**
- 35 / Remerciements**

PREMIÈRE URGENCE INTERNATIONALE EN QUELQUES MOTS

Première Urgence Internationale est une ONG internationale à but non lucratif, apolitique et laïque.

L'ensemble de son personnel se mobilise au quotidien pour venir en aide aux victimes civiles, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique.

« Prendre en main son destin »

L'objectif est d'apporter une réponse globale à l'ensemble des besoins fondamentaux des populations victimes de crises humanitaires dans l'urgence, jusqu'à leur permettre de retrouver autonomie et dignité.

Première Urgence Internationale intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 21 pays en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe et dans les Caraïbes.



© Sami Shamsan / Première Urgence Internationale



© Livia Saavedra / Première Urgence Internationale




CONTACTEZ-NOUS :

2, rue Auguste Thomas
92600 Asnières-sur-Seine
Tél : +33 (0)1 55 66 99 66 | Fax : +33 (0)1 55 66 99 60
contact@premiere-urgence.org

RETROUVEZ-NOUS ÉGALEMENT SUR :

Notre site Internet : www.premiere-urgence.org

ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :

-  Facebook : www.facebook.com/premiere.urgence
-  Twitter : www.twitter.com/premiereurgence
-  Instagram : www.instagram.com/premiereurgence

CHIFFRES CLÉS

2147

collaborateurs
nationaux



220
expatriés

87 salariés
au siège



5 millions de personnes
soutenues dans le monde

© Frédéric Noy / Première Urgence Internationale

192 projets menés dans 21 pays

Moyen-Orient Europe
Afrique Caraïbes
Asie

6 missions
exploratoires

127,5 millions
d'euros
de budget annuel

dont 41,62 millions de valorisation d'aide en nature

93,7% des ressources
sur le terrain

*hors France

plus de 60 partenaires
institutionnels
& privés

Bangladesh, Burundi, Kasai
(RDC), Niger, Ouganda,
Turquie

NOTRE SAVOIR-FAIRE



Santé

L'accès à la santé est un droit qui est souvent bafoué dans des situations de crise. Première Urgence Internationale renforce les systèmes de santé publique, améliore l'accès aux soins pour les populations les plus vulnérables et apporte des soins de santé aux patients les plus isolés.



Nutrition

Première Urgence Internationale lutte contre la malnutrition. Elle met en place des actions de prévention et traite la malnutrition aiguë sévère en ciblant particulièrement les enfants en bas âge, les femmes enceintes et allaitantes.



Sécurité alimentaire

En situation de crise humanitaire, l'accès à la nourriture est souvent un défi pour les populations. 815 millions de personnes, soit un individu sur neuf, souffrent encore de sous-nutrition (rapport FAO 2016). Première Urgence Internationale intervient en urgence, notamment à travers la distribution de vivres. À plus long terme, elle fournit aux plus vulnérables les moyens de subvenir par eux-mêmes à leurs besoins alimentaires.



Eau, hygiène et assainissement

60 % de la population mondiale n'a pas accès à des installations d'assainissement améliorées, soit 4,4 milliards de personnes (rapport OMS 2017). Première Urgence Internationale construit et réhabilite des points d'eau, des latrines et autres infrastructures sanitaires. Elle sensibilise également les populations à ce problème de santé publique.



Éducation

Selon un rapport HCR de 2017, seulement 61 % des enfants réfugiés vont à l'école primaire et 23 % des adolescents réfugiés sont scolarisés dans l'enseignement secondaire. Afin de favoriser l'insertion des enfants réfugiés et déplacés dans les classes, Première Urgence Internationale organise des cours de soutien. Les équipes mettent également en place des projets d'extension et de réhabilitation d'écoles.

Notre méthode d'intervention.

L'**approche intégrée** est une approche opérationnelle innovante développée et mise en œuvre par Première Urgence Internationale. Cette **méthode** vise à identifier et comprendre l'ensemble des besoins des personnes touchées par une crise. Elle a pour objectif de mieux cibler les actions prioritaires pour stabiliser puis améliorer la situation des groupes les plus vulnérables, et d'assurer la coordination de l'ensemble des acteurs sur le terrain. Elle permet de prendre en compte toutes les dimensions d'une problématique, afin de proposer une combinaison de solutions efficaces et efficaces qui auront un impact fort et durable pour les populations.



Protection

Les équipes de Première Urgence Internationale protègent les droits des personnes. Elles s'assurent qu'elles accèdent aux services de base en les informant, en les sensibilisant, et font en sorte qu'aucune atteinte ne soit portée à leur intégrité physique ou morale.



Construction & réhabilitation

Garantir l'accès aux services essentiels, c'est aussi s'assurer que ces services soient fournis dans de bonnes conditions, à l'abri des intempéries et de l'insécurité. Première Urgence Internationale construit et réhabilite des infrastructures. Elle contribue aussi au désenclavement de zones isolées grâce à la construction de routes et de ponts.



Gestion de camps

Afin de garantir un dialogue efficace entre les différents acteurs et une bonne coordination de ses activités, Première Urgence Internationale assure le rôle de gestionnaire dans les camps de réfugiés et de déplacés. Dans ce cadre, les équipes veillent à mettre en œuvre des stratégies de « mobilisation communautaire » afin d'impliquer les populations locales.



Relance économique et moyens d'existence

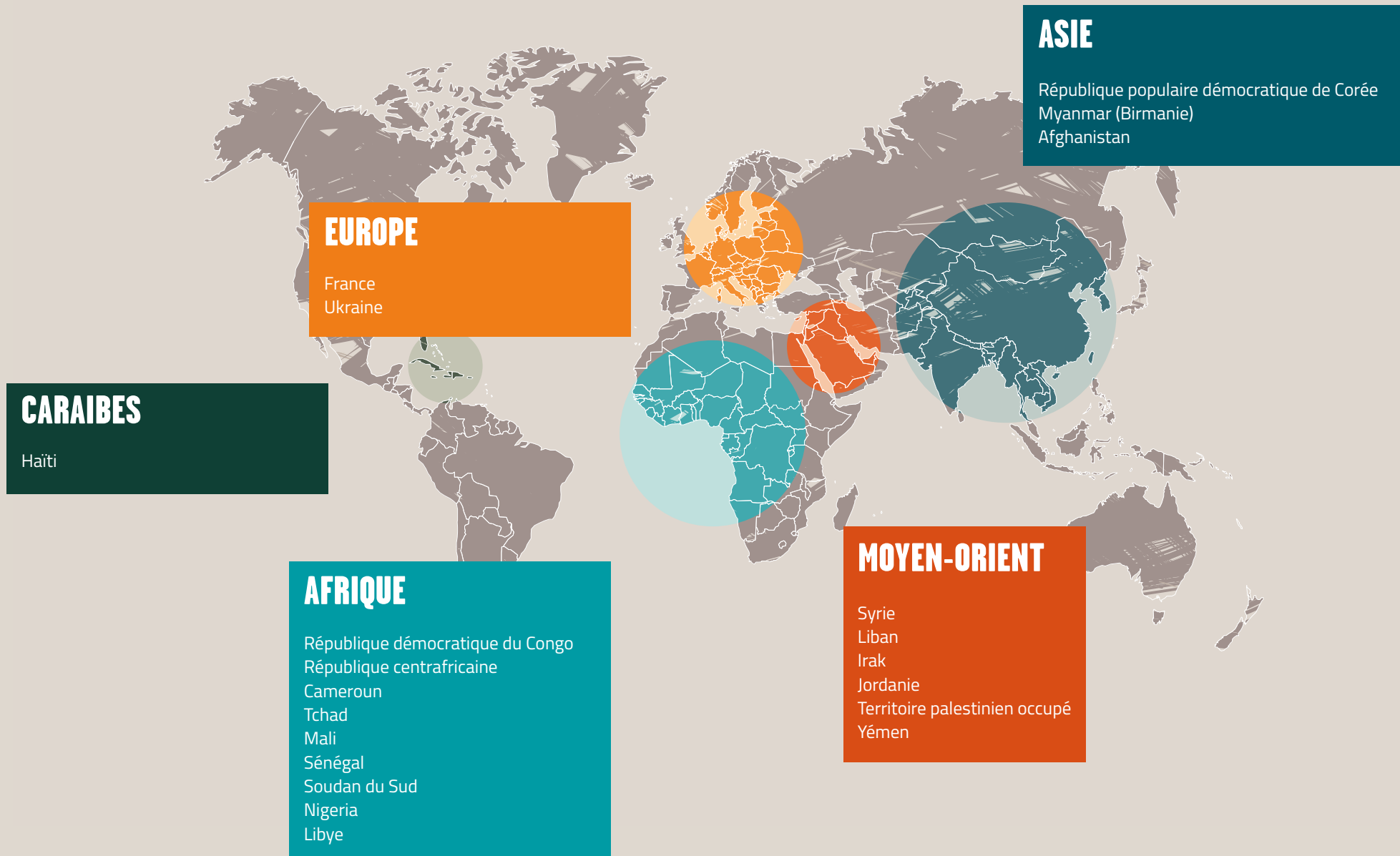
Une fois l'urgence passée, il est indispensable pour les populations de retrouver une activité économique afin de se reconstruire et de ne plus dépendre de l'aide extérieure. Les projets de relance économique de Première Urgence Internationale permettent d'améliorer la situation économique et sociale des populations.



Innovation et adaptation

Dans une démarche continue d'amélioration de la qualité et de l'efficacité de son action, Première Urgence Internationale s'engage à innover et adapter ses activités en intégrant, par exemple, de plus en plus les nouvelles technologies au sein des projets et dans ses différents secteurs d'intervention.

NOS ZONES D'INTERVENTION

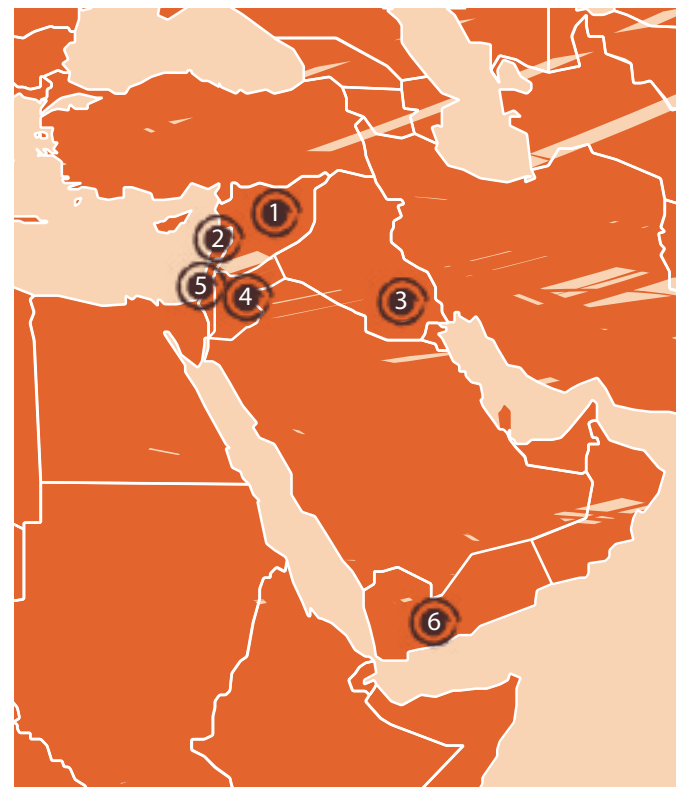


NOS MISSIONS





© Livia Saavedra / Première Urgence Internationale



MOYEN-ORIENT

1/ Syrie
2/ Liban
3/ Irak

4/ Jordanie
5/ Territoire palestinien occupé
6/ Yémen

LIBAN

Année d'ouverture de la mission : 1996
Bénéficiaires : 339 803
Volume opérationnel : 8 187 859 €
Personnel national : 135
Personnel expatrié : 14
Sources de financement : AFD, BPRM, CDCS, MEDAIR, PAM, UNHCR



© Livia Saavedra / Première Urgence Internationale

Six ans après le début de la guerre en Syrie, le Liban accueille plus d'un million de réfugiés syriens. Plus de la moitié d'entre eux vivent dans une pauvreté extrême et plus des trois quarts vivent avec moins de 4 dollars par jour. Cette situation exerce une pression supplémentaire dans un pays aux ressources limitées.

Première Urgence Internationale développe une approche intégrée auprès des réfugiés syriens et palestiniens et de la population hôte. Cette intervention vise à réduire les tensions entre communautés, et apporter une aide aux populations locales vulnérables affectées par l'afflux massif de réfugiés. Les équipes mettent ainsi en place des programmes à forte composante communautaire en protection, santé, eau, hygiène et assainissement, sécurité alimentaire, construction et réhabilitation d'abris et éducation.

Les activités en santé incluent une promotion de la santé et de la prise en charge psychosociale et un appui aux centres de santé primaire pour assurer un accès à des soins de qualité et gratuits pour les plus vulnérables par un système d'assurance maladie. Les activités de protection consistent en l'identification et le référencement des personnes avec des besoins spécifiques. En ce qui concerne l'éducation, Première Urgence Internationale a mis en place des activités de réhabilitation d'écoles, de formation de professeurs et de fourniture d'équipements scolaires. De plus, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations sont renforcés grâce à un programme de transfert monétaire par cartes électroniques. En outre, elle met en place des activités de promotion de l'hygiène, d'approvisionnement en eau et d'amélioration du système d'eau et assainissement et des activités liées à la réhabilitation d'abris.

Les équipes sont présentes dans trois zones : Beirouth Mont Liban (Centre), Akkar (Nord Liban) et Saïda (Sud Liban).

SYRIE

Année d'ouverture de la mission : 2008
Bénéficiaires : 505 852
Volume opérationnel : 8 198 162 €
Personnel national : 102
Personnel expatrié : 5
Sources de financement : FAO, FIOP, OCHA, OFDA, ONU-HABITAT, UNHCR, UNICEF



© Première Urgence Internationale

En 2017, les affrontements se poursuivent en Syrie et la situation reste extrêmement critique. Plus de 5,4 millions de personnes ont fui le pays depuis 2011, trouvant refuge au Liban, en Turquie, en Jordanie et au-delà. Des millions d'autres sont déplacées à l'intérieur du pays. Plus de 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Première Urgence Internationale fait partie d'un nombre restreint d'ONG internationales autorisées à intervenir dans 8 gouvernorats. En 2017, Première Urgence Internationale poursuit son approche intégrée en répondant aux besoins des populations en construction et réhabilitation, en eau, hygiène et assainissement, en santé, en relance économique et moyens d'existence, en éducation et en protection. Une aide à la reconstruction économique est menée au travers du financement de projets de petites entreprises. Les équipes répondent aux besoins d'urgence et poursuivent les distributions d'urgence en eau potable et jerricans et la réhabilitation d'abris collectifs et individuels pour les personnes déplacées. Première Urgence Internationale a pour objectif d'améliorer l'accès à l'éducation par la mise en place des activités de rattrapage scolaire, de réhabilitation d'écoles, de formations de professeurs et de fourniture d'équipements scolaires, d'appui à la couverture des frais des examens officiels et de transport pour les enfants qui habitent dans des zones difficiles d'accès, entre autres. De plus, les équipes renforcent les moyens d'existence des populations grâce à un programme de formations professionnelles. Elles mettent également en place des activités de promotion de l'hygiène, d'approvisionnement en eau et d'amélioration du système d'eau et assainissement.

JORDANIE

Année d'ouverture de la mission : 2013
Bénéficiaires : 178 456
Volume opérationnel : 2 859 901 €
Personnel national : 40
Personnel expatrié : 5
Sources de financement : AFD, ECHO



© Maria de la Guardia / Première Urgence Internationale

La Jordanie est la sixième terre d'accueil des réfugiés dans le monde. On recense plus de 655 000 réfugiés syriens en décembre 2017, soit 7 % de la population jordanienne (HCR, rapport 2017). 83 % des réfugiés vivent en zone urbaine et hors des camps, une situation qui accentue la pression sur les ressources et les services.

Première Urgence Internationale développe une réponse multisectorielle dans les gouvernorats d'Amman, Zarqa, Madaba et de Balqa. L'intervention se base sur une approche communautaire pour apaiser les tensions entre réfugiés et population hôte. Les équipes développent des programmes dans les secteurs de la protection, de la santé et de l'éducation. Elles mettent également en œuvre des programmes de transfert monétaire afin de couvrir les besoins des populations. L'approche communautaire permet de cibler les réfugiés et les populations hôtes les plus vulnérables, comme des réfugiés non enregistrés auprès du HCR, sans documentation légale, des personnes aux besoins spécifiques telles que les femmes enceintes ou les enfants déscolarisés. Ces activités permettent de soutenir les réfugiés syriens dans leurs démarches juridiques et administratives pour les aider à faire face aux procédures légales et aux risques d'expulsion. En santé, les équipes mettent en œuvre des activités de soutien psychosocial, de promotion à la santé, et de prise en charge de certains soins pour les femmes enceintes. En ce qui concerne l'éducation, Première Urgence Internationale met en place des activités de sensibilisation, d'accompagnement et de prise en charge de programmes de rescolarisation pour s'assurer que les enfants les plus vulnérables aient à nouveau accès à l'éducation.

IRAK

Année d'ouverture de la mission : 1997
Bénéficiaires : 233 590
Volume opérationnel : 8 395 218 €
Personnel national : 196
Personnel expatrié : 20
Sources de financement : AFD, CDCS, ECHO, Fondation Sanofi Espoir, OFDA, UNHCR



© Livia Saavedra / Première Urgence Internationale

Depuis la reprise par les autorités irakiennes de Mossoul et d'autres régions précédemment sous l'autorité de l'Etat Islamique, la situation militaire s'est apaisée en Irak. Néanmoins, les habitants souffrent encore de l'instabilité politique et sécuritaire. En 2017, environ 2,9 millions de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays. La bataille de Mossoul a notamment engendré les mouvements de 500 000 personnes. Dans le sud du pays, la réponse humanitaire est insuffisante et les Irakiens payent toujours un lourd tribut au conflit. Des milliers de familles, déplacées à plusieurs reprises, ont tout perdu.

Après la bataille de Mossoul, les besoins de la deuxième ville d'Irak font partie des priorités de Première Urgence Internationale. Les équipes ont recentré leurs activités dans la région de Mossoul et dans le sud du pays, dans le gouvernorat de l'Anbar. Première Urgence Internationale concentre son action sur des activités de santé et de soutien psychosocial auprès des populations réfugiées et déplacées à travers la mise en place de cliniques mobiles, et de renforcement des centres de santé dans les camps et hors camps. En 2017, les équipes ont apporté leur assistance à presque 233 000 personnes dans les régions de Bagdad, Najaf, Ramadi, Haditha, Dohuk et Mossoul. En outre, Première Urgence Internationale met en place des activités de promotion de l'hygiène, d'approvisionnement en eau et d'amélioration du système d'eau et assainissement, et de distribution de kits d'abris d'urgence, pour les personnes déplacées.

TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ

Année d'ouverture de la mission : 2002

Bénéficiaires : 44 000

Volume opérationnel : 2 234 999 €

Personnel national : 29

Personnel expatrié : 7

Sources de financement : ACF, British Council, CDCS, Muslim Care, HPF, NRC, OCHA, OFID



© R. Elter

YÉMEN

Année d'ouverture de la mission : 2007

Bénéficiaires : 400 380

Volume opérationnel : 4 108 655 €

Personnel national : 107

Personnel expatrié : 6

Sources de financement : CDCS, ECHO, OCHA, PAM, UNICEF



© Sami Shamsan / Première Urgence Internationale

L'année 2017 marque les 50 ans de l'occupation militaire israélienne et les 10 ans du blocus de la bande de Gaza. La nature et la portée des besoins humanitaires dans le Territoire palestinien occupé ont peu changé ces dernières années. L'absence de progrès politique dans le processus de paix entre Israël et l'Autorité Palestinienne, l'effet combiné de politiques à long terme liées à l'occupation prolongée de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, les hostilités récurrentes, et les divisions politiques internes palestiniennes sont les principales causes de la crise humanitaire qui touche près de deux millions de Palestiniens.

En 2017, Première Urgence Internationale a poursuivi ses activités de protection et de soutien aux populations exposées aux risques de déplacement forcé et d'autres violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international. En Cisjordanie, un système d'alerte et de réponse d'urgence pour les victimes d'attaques de colons est opérationnel. Dans la bande de Gaza, les équipes soutiennent les communautés qui vivent dans la zone d'accès restreint, notamment les agriculteurs affectés par le blocus, et les femmes soutenues dans leurs activités génératrices de revenus. Fin 2017, les équipes ont également développé un projet de protection du patrimoine culturel via la restauration de deux sites archéologiques à Gaza : le monastère Saint-Hilarion et l'Eglise Byzantine. Enfin, les projets incluent une composante plaidoyer afin d'alerter l'opinion publique et les politiques, ce en vue d'une pression internationale pour résoudre le plus ancien des conflits.

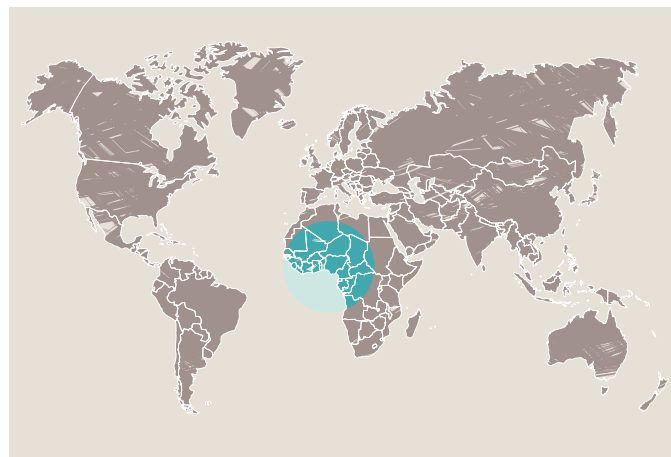
Le Yémen s'enfonce dans l'une des pires crises humanitaires et sanitaires au monde. Après trois années de combats, les Yéménites subissent chaque jour les conséquences violentes du conflit. 3 millions de personnes sont déplacées et, sur une population totale de 29 millions d'habitants, 22 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, dont la moitié d'entre elles d'une assistance d'urgence. En 2017, une épidémie de choléra a été déclarée dans le pays dont le nombre de cas suspects aurait atteint près d'un million fin décembre. À cette situation préoccupante s'ajoute un accès difficile au pays pour les équipes humanitaires, mais surtout une impasse politique et militaire.

En 2017, les interventions de Première Urgence Internationale dans les gouvernorats d'Hodeida et de Raymah se concentrent sur une approche intégrée en nutrition et santé primaire, basée sur une forte implication des communautés. Dans le cadre de cette approche intégrée, les équipes mettent en œuvre des activités liées à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance, consistant pour l'essentiel en une distribution générale de vivres et un appui au développement de jardins potagers pour les familles les plus vulnérables. En 2017, des activités de réponse d'urgence à l'épidémie de choléra ont également été mises en œuvre. En outre, certaines réhabilitations dans les domaines de l'eau, l'hygiène et l'assainissement sont effectuées au niveau des établissements de santé afin de gérer plus efficacement les activités de nutrition.





© Gwenn Dubourthoumié / Première Urgence Internationale



AFRIQUE

- | | |
|-------------------------------|------------------|
| 1/ Rép. centrafricaine | 5/ Mali |
| 2/ Rép. démocratique du Congo | 6/ Sénégal |
| 3/ Cameroun | 7/ Nigeria |
| 4/ Tchad | 8/ Soudan du Sud |
| | 9/ Libye |

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Année d'ouverture de la mission : 2007
Bénéficiaires : 248 142
Volume opérationnel : 4 939 102 €
Personnel national : 179
Personnel expatrié : 26
Sources de financement : CDCS, CIAA,
Fonds Bêkou, Fonds Humanitaire RCA, OFDA



© Gwenn Dubourthoumieu / Première Urgence Internationale

En 2017, la République centrafricaine (RCA) a connu un relatif regain de violences. Encore aujourd'hui, le gouvernement maîtrise seulement une partie du territoire, le reste étant contrôlé par divers groupes armés, ce qui engendre de multiples accrochages violents sur une partie du territoire, parfois même à Bangui. Sur les 4,5 millions d'habitants que compte le pays, on dénombre aujourd'hui 600 000 déplacés internes et 500 000 déplacés dans les pays limitrophes.

En Centrafrique, 2,2 millions de personnes soit, 44 % de la population, ont besoin de soins de santé d'urgence. 2 centrafricains sur 3 n'ont pas accès aux centres de santé. Plus de 50 % de la population souffre de malnutrition chronique et le taux de mortalité maternelle est le 3^{ème} plus élevé du monde.

En RCA, les équipes de Première Urgence Internationale sont présentes dans trois régions du pays : Bangui la capitale, Ndélé dans le Nord et Berbérati dans le Sud-Ouest. Elles mènent de nombreuses activités afin de répondre aux besoins liés aux déplacements des populations. Dans le cadre du développement de son approche intégrée, Première Urgence Internationale met en œuvre des projets en sécurité alimentaire, santé, augmentation des moyens d'existence, abris, réhabilitation, assainissement et logistique. À titre d'exemple, elle appuie l'ensemble de la communauté humanitaire par la mise en place d'une plateforme logistique de stockage à Bangui, et assure la gestion du système de santé de l'entièreté de la région de Bamingui-Bangoran.

RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Année d'ouverture de la mission : 2001
Bénéficiaires : 343 926
Volume opérationnel : 7 046 210 €
Personnel national : 179
Personnel expatrié : 17
Sources de financement : AAP, BPRM, CDCS,
ECHO, Mairie de Paris, OFDA, OIM, PNUD



© Thomas Nicolon / Première Urgence Internationale

Initialement prévue en 2016 puis reportée, la publication en novembre 2017 du calendrier prévoyant les élections présidentielles fin 2018 a déclenché une vague de manifestations fortement réprimandées par le pouvoir central.

À ces tensions s'ajoutent la présence de groupes armés et la résurgence de tensions communautaires qui impactent fortement les provinces du Nord et Sud Kivu, du Tanganyika et de l'Ituri. Depuis août 2016, la province du Kasai est le théâtre d'affrontements violents liés à l'assassinat du chef coutumier Kamuina Nsapu. Cette situation de crises multiples affecte les personnes de zones auparavant stables et épuise les capacités d'adaptation des personnes.

Le pays a connu 1,7 million de nouveaux déplacés internes en 2017, portant à 4,3 millions leur nombre total. À cela s'ajoutent 523 850 réfugiés et des vagues de déplacements hors du pays, notamment vers l'Ouganda.

Première Urgence Internationale opère à Kinshasa, au Sud Oubangui, Nord Kivu, Tanganyika ainsi qu'au Kasai depuis décembre 2017.

Première Urgence Internationale intervient dans le cadre d'une approche intégrée en santé, nutrition et moyens d'existence par la relance de la production agricole et la relance économique via des activités génératrices de revenus. Au Nord Kivu, les équipes continuent d'intervenir en gestion et coordination de camps de déplacés. Au Kasai, après une mission exploratoire en août 2017, elles démarrent un projet d'assistance d'urgence en soins de santé primaires à Tshikapa où elles appuient trois structures de santé primaire et secondaire. Au Sud Oubangui, Première Urgence Internationale intervient auprès des réfugiés centrafricains et de la population congolaise vulnérable par une approche multisectorielle et intégrée en santé, nutrition, sécurité alimentaire et protection.

CAMEROUN

Année d'ouverture de la mission : 2008
Bénéficiaires : 167 997
Volume opérationnel : 8 026 928 €
Personnel national : 268
Personnel expatrié : 27
Sources de financement : Délégation de l'Union Européenne au Cameroun, ECHO, UNHCR



© Adrienne Surprenant / Première Urgence Internationale

TCHAD

Année d'ouverture de la mission : 2004
Bénéficiaires : 140 000
Volume opérationnel : 4 928 135 €
Personnel national : 122
Personnel expatrié : 16
Sources de financement : BPRM, ECHO, PAM



© Frédéric Noy / Première Urgence Internationale

Depuis 2014, la crise centrafricaine a conduit près de 250 000 Centrafricains à traverser la frontière pour trouver refuge au Cameroun dans les régions du Nord, de l'Est et de l'Adamaoua. En 2017, le prolongement de cette crise a conduit à de nouvelles arrivées, notamment dans la région du Nord. Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun et dans l'état du Borno au Nigeria, en raison de la présence du groupe armé Boko Haram, la situation sécuritaire est restée très volatile en 2017, et a provoqué l'afflux de nouveaux réfugiés ainsi que des déplacements internes.

Le long de la frontière avec la République centrafricaine, Première Urgence Internationale intervient en tant que gestionnaire de sept camps de réfugiés, et assure des services en eau, hygiène, assainissement ainsi que des abris. L'association travaille également auprès des communautés hôtes afin de renforcer leur capacité d'accueil des réfugiés et développer des activités génératrices de revenus comme, par exemple, le soutien aux de la production agricole. Les équipes sont également présentes dans des villages à forte concentration de réfugiés à travers un projet accompagnant les communes dans la gestion durable de l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

A l'Extrême-Nord, Première Urgence Internationale intervient en tant que gestionnaire du camp de réfugiés de Minawao, accueillant plus de 60 000 réfugiés nigériens, et assure des services en eau, hygiène et assainissement. De plus, les équipes ont développé, auprès des populations camerounaises déplacées par le conflit (Logone & Chari), un projet couvrant les besoins les plus urgents en matière de produits non alimentaires, d'abris et d'eau, hygiène et assainissement, mais aussi à travers un projet adressant les besoins plus structurels, renforçant les capacités de résilience des populations locales.

Le Tchad est l'un des pays africains qui héberge le plus de réfugiés. On en dénombre 410 000 fin novembre 2017, en provenance du Soudan, de la République centrafricaine et du Nigeria.

Dans le pays, plus de 100 000 personnes sont déplacées et 4 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, ce qui représente 28 % de la population tchadienne. Les services publics sont peu développés et de faible qualité, surtout dans les régions rurales. L'insécurité alimentaire est chronique et liée notamment aux faibles capacités de résilience des populations face au changement climatique qui frappe durement le pays. Le sud du pays est touché depuis août 2017 par une épidémie de choléra.

À l'est du Tchad, Première Urgence Internationale développe une stratégie intégrée de lutte contre la malnutrition, en agissant au maximum sur ses déterminants à court, moyen et long termes ainsi que sur la prise en charge des femmes et enfants atteints de malnutrition.

Afin de prévenir la malnutrition aiguë globale, les équipes de Première Urgence Internationale mettent en place des distributions alimentaires et soutiennent la production agricole et les moyens d'existence des ménages vulnérables, qu'ils soient originaires de la région ou réfugiés. Les projets mis en œuvre permettent également de diffuser les bonnes pratiques d'hygiène et d'alimentation, à travers un réseau de personnes relais dans les communautés. Dans les centres de santé, Première Urgence Internationale forme les personnels de santé, équipe les structures en médicaments et équipements de qualité et offre des soins gratuits aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants de moins de cinq ans.



MALI

Année d'ouverture de la mission : 2013
 Bénéficiaires : 136 686
 Volume opérationnel : 2 260 031 €
 Personnel national : 71
 Personnel expatrié : 6
 Sources de financement : ECHO,
 Ambassade de France (SCAC)



© Aboubakar Traore / Première Urgence Internationale

Classé au 175^{ème} rang de l'Indice de Développement Humain (PNUD, 2016), le Mali fait face à une crise politico-sécuritaire depuis 2012. En 2017, la situation sécuritaire reste très instable dans le centre et dans le nord du pays. En mai 2017, 52 000 personnes sont déplacées et 140 000 sont réfugiées dans les pays voisins.

50 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté absolue, c'est-à-dire avec moins de 2 dollars par personne et par jour. Les habitants des régions du Nord sont particulièrement vulnérables en raison du conflit armé s'y déroulant. En 2017, 3,8 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire dont la moitié se trouve dans les régions du Nord et du Centre (UNOCHA, 2017).

Dans les régions de Kidal et de Gao dans le nord du Mali, Première Urgence Internationale intervient dans le Cadre Commun Santé, mis en place en novembre 2015, en coordination avec différentes ONG. Les équipes fournissent des soins de santé primaire gratuits pour toute la population en apportant un soutien aux centres de santé existants. Dans les zones où les centres de santé ont été pillés lors des combats et où les populations sont nomades, Première Urgence Internationale déploie des cliniques mobiles. Afin de préparer la reprise en main du système de santé par les autorités nationales, des activités de réhabilitation des centres de santé sont mises en œuvre via des réfections et électrifications de bâtiments.



SÉNÉGAL

Année d'ouverture de la mission : 2012
 Bénéficiaires : 22 500
 Volume opérationnel : 60 000 €
 Personnel national : 19
 Personnel expatrié : 0
 Sources de financement : Autofinancement
 généré par l'activité de la maison médicale
 de Wassadou, Fondation AFLK



© Clémentine Bessade / Première Urgence Internationale

Le Sénégal connaît une croissance économique soutenue caractérisée par l'amélioration du niveau de vie des populations. Pour autant et malgré le Plan National de Développement mis en place par le gouvernement, le Sénégal subit encore les conséquences d'un sous-financement et d'un manque d'infrastructures sanitaires et sociales important, notamment dans les zones les plus isolées. De plus, le stress alimentaire, l'accès difficile à l'eau potable et les conditions d'assainissement impactent fortement la situation sanitaire de la population.

Première Urgence Internationale soutient la Maison Médicale de Wassadou (MMW), dans le sud du pays, depuis 2012. Au moment de sa reprise, l'enjeu primordial de la mission était de restaurer au plus vite la fonctionnalité de la structure, afin d'assurer une prise en charge sanitaire durable et de qualité des populations de la région. Cet objectif a été largement atteint puisque la fréquentation a fortement augmenté. La structure réalise maintenant plus de 14 000 consultations par an. Aujourd'hui, Première Urgence Internationale n'est plus qu'en support de cette structure qui fonctionne de manière quasi-autonome. Outre les activités de médecine généraliste, de santé materno-infantile et de dentisterie, les équipes de la MMW mènent des activités de sensibilisation et de prévention dans la région, ainsi que diverses activités génératrices de revenus comme des jardins maraîchers, ruches ou locations de chambres. Elles ont également permis la mise en place d'un système de surveillance épidémiologique et sanitaire efficace, afin d'améliorer l'analyse des besoins dans la région et de mieux y répondre.

NIGERIA

Année d'ouverture de la mission : 2016

Bénéficiaires : 160 000

Volume opérationnel : 7 221 735 €

Personnel national : 250

Personnel expatrié : 30

Sources de financement : CDCS, CIAA, ECHO, FFP, OFDA, PAM, UNICEF



© Ian Deutsch / Première Urgence Internationale

SOUDAN DU SUD

Année d'ouverture de la mission : 2015

Bénéficiaires : 356 653

Volume opérationnel : 2 852 652 €

Personnel national : 142

Personnel expatrié : 9

Sources de financement : CDCS, ECHO, GIZ, PAM, UNICEF



© Gwenn Dubourthoumieu / Première Urgence Internationale

Premier pays d'Afrique en termes de population et d'économie (PIB), le Nigeria souffre d'inégalités socio-économiques importantes et d'un fort niveau de corruption. L'insurrection du groupe armé Boko Haram est le principal facteur de la crise humanitaire que traverse actuellement le nord-est du pays et qui a fait jusqu'ici plus de 20 000 victimes. En 2017, dans les trois états de Borno, Yobe et Adamawa, 8,5 millions de personnes touchées par l'insurrection de Boko Haram sont en besoin urgent d'assistance humanitaire. On compte 1,7 million de déplacés internes et 2,5 millions de personnes en besoin d'aide alimentaire d'urgence. De plus, 3,4 millions de personnes ont besoin d'une assistance nutritionnelle. Les tensions intercommunautaires entre éleveurs et cultivateurs exacerbent les conflits, notamment dans les états du centre du pays.

Depuis 2016 à Maiduguri, Première Urgence Internationale met en œuvre différents projets en sécurité alimentaire, moyens d'existence, santé et nutrition, notamment dans le quartier Bolori II. Les projets en santé et assistance nutritionnelle sont mis en place à travers une approche intégrée. Les projets en sécurité alimentaire apportent une assistance aux populations vulnérables en facilitant une diversification alimentaire grâce à des coupons électroniques. Par ailleurs, Première Urgence Internationale gère un entrepôt logistique profitant à 45 ONG et agences partenaires et facilitant le déploiement et l'efficacité de la réponse humanitaire dans la région.

En 2017, les conflits militaires au Soudan du Sud continuent. La fragmentation des groupes et les allégeances changeantes entre le gouvernement et l'opposition ont augmenté.

4,8 millions de personnes, soit la moitié de la population, sont en situation d'insécurité alimentaire à cause des conflits armés, des déplacements massifs de population, de la crise économique et des restrictions à l'aide humanitaire. En effet, seules 18 % de ces personnes reçoivent une aide humanitaire. En décembre 2017, on comptait 1,9 million de personnes déplacées et 2,1 millions de réfugiés dans les pays limitrophes : l'Éthiopie, l'Ouganda et le Kenya. De plus, ils sont 5 millions à avoir besoin d'assistance médicale dans le pays.

Première Urgence Internationale met en œuvre des activités en santé et nutrition dans le comté d'Aweil North, dans l'État de Lol (anciennement Nord Bahr el Ghazal). Courant 2017, son programme s'est étendu, passant d'un accompagnement de 4 à 11 sites nutritionnels. Dans chacun de ces sites, elle fournit des services pour prévenir la malnutrition et traiter les enfants de moins de 5 ans ainsi que les femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë. Elle appuie également le centre de soins de santé primaire de Majak Kaar. Elle y dirige un centre de stabilisation, qui fait office de centre de référencement pour le programme thérapeutique ambulatoire et pour les autres partenaires en nutrition à Aweil North.

En mars 2017, les équipes ont mené une évaluation multisectorielle en eau, hygiène et assainissement, santé, sécurité alimentaire et moyens de subsistance dans Aweil North pour élargir le champ d'intervention et répondre aux besoins de la population de manière plus intégrée.

LIBYE

Année d'ouverture de la mission : 2017

Bénéficiaires : 26 633

Volume opérationnel : 680 619 €

Personnel national : 23

Personnel expatrié : 4

Sources de financement : CDCS, ECHO,
Fondation Sanofi Espoir, Mairie de Paris,
UNHCR



© Marine Thomas / Première Urgence Internationale

Depuis la révolution de 2011, la Libye fait face à une instabilité politique prégnante qui a mué, depuis 2014, en de nombreux et fréquents affrontements armés. Cette situation de guerre civile a fortement impacté les conditions de vie d'une grande partie de la population libyenne, et réduit progressivement l'accès de cette dernière aux services essentiels. À Benghazi, les déplacés internes, les réfugiés et les communautés d'accueil sont tous affectés par une situation humanitaire dégradée, avec des besoins multiples. L'accès aux soins et les problématiques de protection sont aujourd'hui des enjeux prioritaires. Les ruptures d'approvisionnement en médicaments essentiels, l'absence d'un personnel formé en nombre suffisant, et la dégradation de la situation économique en général impactent fortement le fonctionnement des structures de santé primaires ainsi que l'accès aux soins pour les plus vulnérables.

Convaincue de la pertinence de répondre à ces besoins prioritaires, Première Urgence Internationale a obtenu en janvier 2017 son enregistrement officiel en Libye et a mis en œuvre un programme de cliniques mobiles dans la région de Benghazi. Ce projet vise à améliorer l'accès aux soins de santé, en fournissant des traitements médicaux, des soins de santé primaires et du soutien psychosocial. Première Urgence Internationale cherche également à renforcer la prévention et l'information en matière sanitaire et à mettre en place un système de veille et d'alerte précoce afin d'augmenter les capacités de réponses aux urgences. Pour compléter cette approche, les équipes mènent également des projets de réhabilitation d'infrastructures endommagées, en priorité dans les centres de santé et les infrastructures d'accès à l'eau.



© Gwenn Dubourthoumieu / Première Urgence Internationale





© Première Urgence Internationale



ASIE

1/ Afghanistan
2/ Corée du Nord

3/ Myanmar (Birmanie)

AFGHANISTAN

Année d'ouverture de la mission : 1979
Bénéficiaires : 550 000
Volume opérationnel : 5 873 250 €
Personnel national : 211
Personnel expatrié : 9
Sources de financement : ACF, ECHO, MoPH, OCHA, OMS, PAM, WHI



© Première Urgence Internationale

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

Année d'ouverture de la mission : 2002
Bénéficiaires : 3 808
Volume opérationnel : 632 192 €
Personnel national : 6
Personnel expatrié : 2
Sources de financement : AAP, EuropeAid



© Antoine Nguyen / Première Urgence Internationale

Retours massifs depuis le Pakistan, violents combats, attentats, bombardements inédits : en Afghanistan, la situation sécuritaire et humanitaire continue de se dégrader près de deux ans après le retrait des forces de l'OTAN. 20 % du territoire afghan est désormais sous le contrôle des insurgés. Environ 2 300 civils ont été tués ou blessés dans des attentats en 2017, le plus lourd bilan jamais enregistré selon l'ONU. Plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. 9 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire dans le pays, avec 36 % des Afghans n'ayant pas accès aux soins de santé primaire, d'urgence ou de services de vaccination.

Pour répondre à ces besoins urgents, les équipes mettent en œuvre des projets de santé, de nutrition et de protection, destinés à près de 550 000 personnes dans les provinces du Kunar et de Nangarhar à l'est du pays. L'organisation s'attache à fournir une assistance humanitaire dans plus de 60 centres de santé et s'appuie sur des équipes mobiles en parallèle. Première Urgence Internationale s'est engagée également dans une assistance en transfert monétaire, privilégiant une approche intégrée auprès des déplacés internes, des personnes retournées et des communautés d'accueil. Les équipes concentrent leurs efforts dans des zones isolées et difficiles d'accès afin d'apporter une aide vitale aux populations les plus touchées par le conflit ou par les catastrophes naturelles.

Il est difficile d'obtenir des informations sur la situation sanitaire, alimentaire et sociale en Corée du Nord. L'accès humanitaire y demeure extrêmement limité du fait des sanctions internationales qui pèsent sur le pays.

Depuis les années 1990 et la terrible famine - officiellement appelée « la Marche Ardue » - qui a fait plus d'un million de morts, le pays doit régulièrement affronter des épisodes de pénuries alimentaires. 18 millions de personnes, soit près de 70 % de la population, dépendent à l'heure actuelle des distributions alimentaires du régime. Cependant, les rations ne sont pas suffisamment variées pour permettre un apport nutritif complet, équilibré et suffisant.

Au mois de juillet 2017, le pays a vécu une période exceptionnelle de sécheresse qui a partiellement détruit les récoltes, renforçant un peu plus le contexte d'insécurité alimentaire.

Jusqu'en 2016, Première Urgence Internationale menait des activités en santé, dans les hôpitaux d'au moins 200 lits des districts de Haeju, Jaeryoung et Changdon pour réhabiliter des laboratoires mais aussi des équipements comme des salles d'opération ou encore des maternités. Les équipes proposent également des formations au personnel soignant.

Aujourd'hui, Première Urgence Internationale est mobilisée dans la province du Sud Hwanghae pour améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle de ses bénéficiaires. Les équipes interviennent notamment dans des Fermes de la province pour diversifier les rations alimentaires distribuées dans les établissements scolaires. Le but est d'améliorer le lait produit par les chèvres pour fabriquer des produits laitiers de qualité et riches en protéines. Elles travaillent également en collaboration avec des professeurs nord-coréens de l'Université Agricole, spécialistes d'agriculture, pour mieux soutenir les productions alimentaires dans la province.

MYANMAR (BIRMANIE)

Année d'ouverture de la mission : 1984

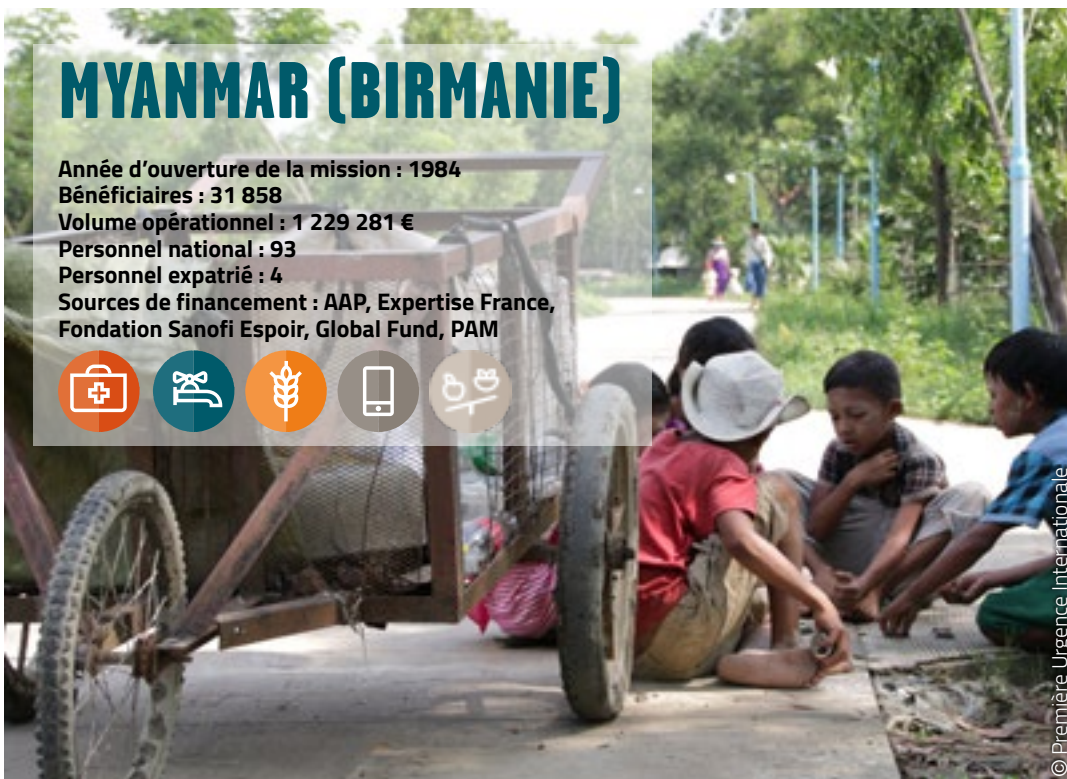
Bénéficiaires : 31 858

Volume opérationnel : 1 229 281 €

Personnel national : 93

Personnel expatrié : 4

Sources de financement : AAP, Expertise France,
Fondation Sanofi Espoir, Global Fund, PAM



© Première Urgence Internationale

Le 7 novembre 2010, les premières élections en 20 ans sont organisées au Myanmar, après des années de conflits entre la junte militaire et les groupes ethniques. Les violences ont entraîné le déplacement de 2 millions de personnes et ont fortement nui au développement économique et social du pays. Malgré l'élection d'Aung San Suu Kyi en 2012, et l'accord national de cessez-le-feu signé en 2015, un climat de tension règne. Les minorités ethniques et les personnes déplacées par les conflits ont rarement accès aux services de base.

La situation demeure également critique pour les Rohingya, minorité musulmane majoritairement présente dans l'état du Rakhine.

En 2017, Première Urgence Internationale intervient principalement dans le secteur de la santé et propose des projets de développement communautaire. En soutien à la société civile birmane, les équipes accompagnent les personnes atteintes du VIH/sida en leur proposant un appui personnalisé et des rencontres avec d'autres personnes affectées par le virus du sida via des groupes d'entraide. Cette approche permet de renforcer la société civile et les institutions sanitaires birmanes, mais aussi de mieux dépister et traiter le VIH/sida. Cette mise en réseau tend à réduire les stigmatisations.

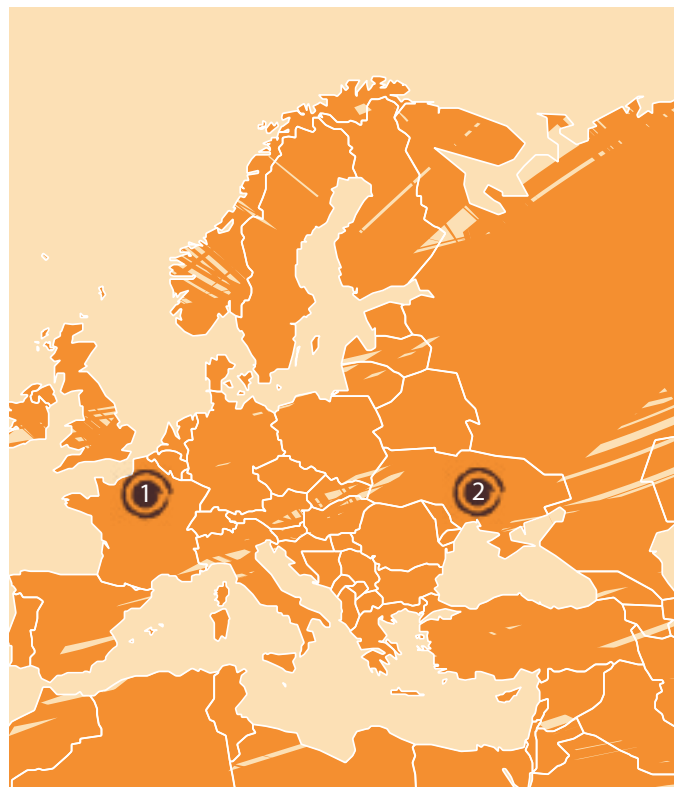
Dans l'état du Kayin, Première Urgence Internationale développe aussi une approche intégrée, qui conjugue des activités en santé tout en améliorant l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Enfin, dans l'état du Kayin comme au sud de Yangon, les équipes ont lancé un projet en santé maternelle et infantile. Les sages-femmes sont accompagnées dans leurs diagnostics et bénéficient de formations grâce à une application mobile développée par Première Urgence Internationale.



© Antoine Nguyen / Première Urgence Internationale



© Sadak Souici / Première Urgence Internationale



- 1/ France
- 2/ Ukraine

EUROPE

ILE-DE-FRANCE - FRANCE

Année d'ouverture de la mission : 2012

Bénéficiaires : 1 541

Volume opérationnel : 325 777 €

Personnel salarié : 6

Bénévoles : 10

Sources de financement : ARS, DDCS du Val-de-Marne, Emmaüs liberté, Fondation de France, Fondation Lombard et Odier, Fonds Social Européen, Mairie d'Ivry-sur-Seine, PLIE



© Chiara Ciampa / Première Urgence Internationale

UKRAINE

Année d'ouverture de la mission : 2015

Bénéficiaires : 65 000

Volume opérationnel : 1 836 580 €

Personnel national : 37

Personnel expatrié : 6

Sources de financement : ECHO, UNICEF



© Sadak Souici / Première Urgence Internationale

Outre le fait que le nombre de personnes habitant en bidonville soit stable depuis 2012 avec près de 16 000 personnes vivant dans 571 sites sur l'ensemble du territoire français métropolitain (DIHAL avril 2017), la France a vu son nombre de demandeurs d'asile augmenter ces cinq dernières années suite aux multiples crises du Proche et Moyen-Orient et d'Afrique.

Afin de pallier cette situation, les dispositifs parisiens se sont tournés vers les hôtels sociaux qui accueillent maintenant plus d'un tiers des personnes hébergées par l'Etat. Cette solution qui se voulait temporaire se pérennise, isolant les populations dans une situation de plus en plus précaire.

Dans ce contexte, Première Urgence Internationale a pour objectif de soutenir les populations migrantes intra et extra-communautaires en situation de grande vulnérabilité au niveau de l'accès à la santé, de l'apprentissage de la langue française et de leur insertion professionnelle.

Ainsi, en 2017, les équipes ont continué leurs activités de médiation en santé au sein des bidonvilles et des structures hospitalières de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. Par ailleurs, la permanence administrative et les ateliers sociolinguistiques traitant de l'insertion professionnelle, de l'accès à la santé et à la culture française se sont poursuivis au sein du centre d'accueil basé à Ivry-Sur-Seine.

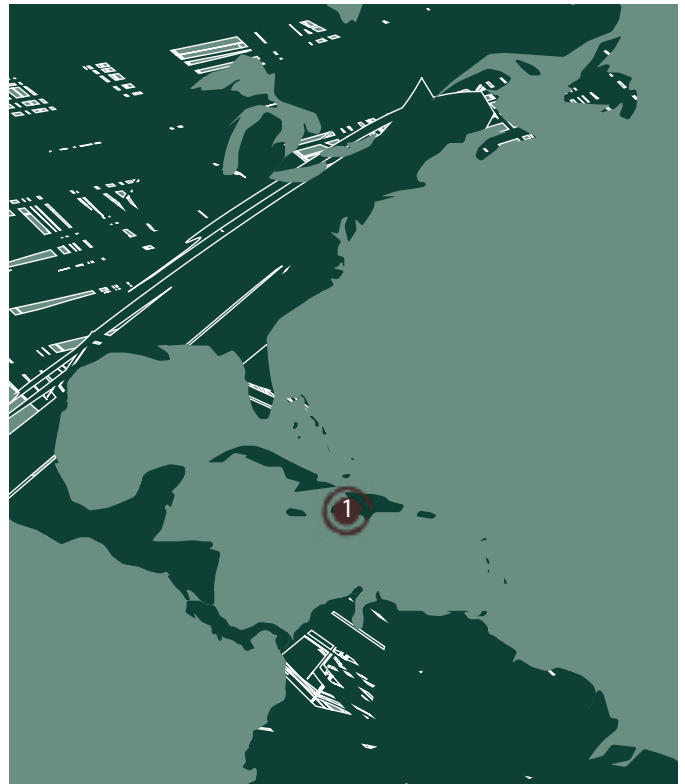
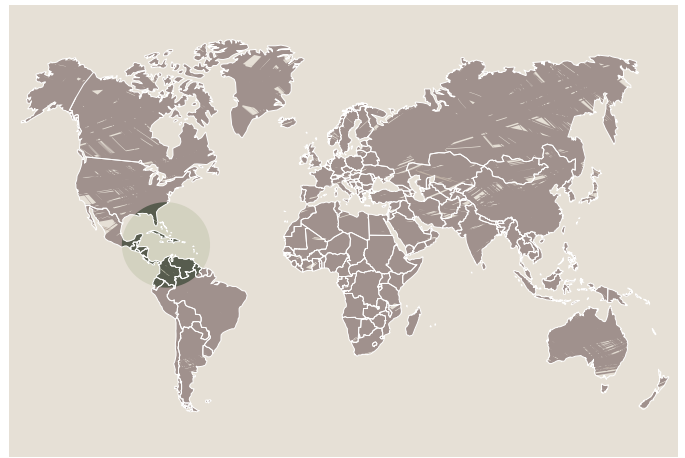
Enfin, Première Urgence Internationale a développé un projet « Mieux vivre à l'hôtel social » en Ile-de-France afin d'apporter une réponse aux besoins primaires de ces populations et d'améliorer leur intégration dans leur nouvel environnement via des distributions de biens de première nécessité, et en les mettant en relation avec des acteurs associatifs et de droits communs.

L'Ukraine est toujours déstabilisée par le conflit qui persiste depuis trois ans dans l'est du pays entre séparatistes prorusses de la région du Donbass et l'armée ukrainienne. Les accords de Minsk n'ont abouti à aucune perspective de stabilisation et de paix. L'année 2017 a vu le maintien d'utilisation accrue d'armes lourdes autour de la ligne de front qui affectent le fonctionnement des services de base, notamment les hôpitaux et centres de santé mais également les écoles, ou encore les moyens de subsistance des populations civiles. Le territoire compte 1,6 million de déplacés internes et environ 4 millions de personnes en besoin d'assistance humanitaire, dont une grande partie de personnes âgées et d'enfants.

Les équipes de Première Urgence Internationale sont mobilisées aux trois postes de contrôle ukrainiens de Mayorsk, Mariinka et Novoistoïsk, où elles apportent des soins de première nécessité aux personnes qui traversent la ligne de front séparant la zone contrôlée par le gouvernement ukrainien et celle sous contrôle séparatiste. Elles y proposent également des points de chauffage l'hiver ainsi que l'entretien de sanitaires afin d'assurer un confort de base aux populations qui patientent de nombreuses heures à ces points de passage. Les équipes interviennent également des deux côtés de la ligne de front auprès d'hôpitaux et de centres de santé, via la réhabilitation des infrastructures, la distribution d'équipements médicaux et de médicaments, notamment au travers d'approches innovantes. Première Urgence Internationale soutient en priorité les enfants, les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes civiles en urgence vitale.



© Pascal Maillard / Première Urgence Internationale



CARAÏBES

1/ Haiti

HAÏTI

Année de réouverture de la mission : 2016

Bénéficiaires : 141 681

Volume opérationnel : 1 928 415 €

Personnel national : 48

Personnel expatrié : 12

Sources de financement : ECHO, Fondation Sanofi Espoir, OFDA, Région Ile-de-France, Fondation Tulipe, UNICEF



© Première Urgence Internationale

Le 4 octobre 2016, l'ouragan Matthew a ravagé le sud de l'île d'Haïti. Cette catastrophe, la plus dévastatrice depuis le tremblement de terre de 2010, a causé des dommages estimés à environ 2 milliards de dollars (Banque mondiale), alors que plus de 59 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Les vulnérabilités latentes, comme la pauvreté, le manque de couverture en services de base et en infrastructures, ainsi que la dégradation environnementale ont exacerbé les effets de l'ouragan. Dans le département de la Grande Anse, le plus largement touché, près de 468 000 personnes ont souffert de l'ouragan. L'ouragan a détruit jusqu'à 100 % des cultures agricoles par endroit et plus de 200 000 habitations.

Quelques jours après le passage de l'ouragan Matthew, Première Urgence Internationale se mobilisait pour répondre aux besoins urgents des populations sinistrées. Les équipes ont d'abord apporté une aide médicale en fournissant des médicaments aux centres de santé. Des cliniques mobiles ont sillonné également des communes du département de la Grande Anse pour atteindre les populations les plus vulnérables.

Ensuite, Première Urgence Internationale a développé une approche intégrée pour répondre plus efficacement aux besoins des habitants de la commune rurale de Beaumont et ainsi renforcer leur résilience. Avec ce projet, 500 familles ont pu accéder à l'eau potable, assister à des formations agricoles, replanter des cultures pour la nouvelle saison agricole. 290 ménages ont également bénéficié de la construction d'abris durables et résistants aux séismes et cyclones. Enfin, des écoles ont été réhabilitées, et les élèves ont été formés et sensibilisés aux bonnes pratiques d'hygiène.



© Pascal Vainard / Première Urgence Internationale



NOS ACTIVITÉS AU SIÈGE

Thierry Mauricet, Directeur Général

Quel est le bilan global 2017 pour Première Urgence Internationale ?

En 2017, Première Urgence Internationale a absorbé une croissance inédite et a déployé de nombreux chantiers sur le terrain et au siège de l'association. Cette année a été au centre de profondes réflexions, indispensables pour répondre à des besoins humanitaires grandissants. Faire évoluer notre mandat ? Envisager des changements organisationnels au sein de l'association ? Comprendre de quelle façon le contexte actuel va impacter nos manières de faire et les modèles existants d'organisations humanitaires ?

Il est aujourd'hui nécessaire de penser notre positionnement institutionnel. Le Sommet Humanitaire International d'Istanbul en 2016 a posé des orientations fortes que nombre d'acteurs s'efforcent d'intégrer pour les suivre ou en influencer la mise en œuvre. Nous avons décidé de nous inscrire dans cette perspective d'évolution tout en conservant nos racines, notre spécificité et notre vitalité qui nous est propre. Changer tout en consolidant notre action et en poursuivant nos engagements. **Pour moi, 2018 sera donc une véritable année de transition pour Première Urgence Internationale. Un chantier mené par les Directions et qui s'appuiera sur les compétences des équipes sur le terrain et au siège.**



NOS ACTIVITÉS AU SIÈGE



**Olivier Routeau,
Directeur des
Opérations**



Erwan Le Grand, Directeur du Développement et du Soutien aux Interventions

Quel est le bilan 2017 pour le Service des Urgences et du Développement Opérationnel (SUDO) ?

L'année 2017 a débuté par l'ouverture d'une mission en Libye avec le déploiement de cliniques mobiles dans la ville de Benghazi. Ces équipes médicales ont pour objectif d'améliorer l'accès des plus vulnérables aux soins de santé primaires. Un accès rendu difficile suite à l'effondrement du système de santé, depuis la révolution libyenne de 2011.

En parallèle, nous avons initié de nouvelles explorations au Niger, en Ouganda en réponse à l'afflux massif de réfugiés sud-soudanais ainsi que dans les provinces du Kasai en République démocratique du Congo profondément affectées par des affrontements et des violences massives. En septembre 2017, plus de 600 000 Rohingya ont traversé la frontière birmane pour trouver refuge au Bangladesh, fuyant ainsi les persécutions et des exactions d'une violence extrême dont elles étaient victimes depuis des décennies. Après le déploiement rapide d'une équipe d'urgence pour répondre aux besoins en gestion de camps, les premières opérations ont commencé en décembre 2017 au Bangladesh.

Quels sont les événements qui ont marqué le Service Technique et Capitalisation et le Service Logistique en 2017 ?

Nous avons renforcé notre capacité de réponses aux urgences notamment via la mise en place de kits médicaux pré-positionnés, le développement des partenariats techniques (Tulipe et Aquassistance) et la capitalisation d'outils techniques. Des efforts ont été réalisés en termes de capitalisation afin de faire vivre notre intranet et appuyer les équipes sur le terrain et au siège. Le renforcement des compétences techniques est une priorité pour le service. Nous avons donc développé des formations au siège et sur le terrain lors des visites, la réalisation de premiers briefings vidéo, et poursuivi la diffusion du magazine Expertise qui favorise l'échange de connaissances. Concernant le service logistique, la croissance importante de l'activité de l'association s'est notamment traduite par l'augmentation des volumes des approvisionnements effectués à l'international, en particulier les produits pharmaceutiques garants de la qualité de nos interventions. Les équipes ont été renforcées afin d'améliorer le support et le contrôle des procédures au niveau des missions ainsi que le suivi des audits.

Quel est le bilan de la Direction des Opérations en 2017 ?

2017 a été marquée par une augmentation forte des besoins humanitaires découlant de plusieurs crises majeures, dont l'intensité s'est accrue au fur-et-à mesure de l'année. Ce fût notamment le cas du conflit au Yémen ou de la situation sévissant autour du lac Tchad. Les missions ont su relever ces défis humanitaires, et cela a fait croître le volume opérationnel géré par le Département. En effet en parallèle, les autres crises sur lesquelles Première Urgence Internationale intervient ne se sont malheureusement pas résorbées. La Centrafrique, le Soudan du Sud ou la Syrie restent encore des théâtres de crises humanitaires intenses. Au-delà des zones d'interventions, Première Urgence Internationale a augmenté, en 2017, le volume des réponses réalisées via des transferts monétaires (notamment au Nigeria), et a développé des partenariats avec de nouveaux bailleurs de fonds, renforçant d'autant plus la capacité de l'association à répondre aux défis opérationnels d'aujourd'hui et de demain. Une réponse qui s'est effectuée tant dans les phases d'urgence (Food For Peace, RRF DFID), que dans celles de transition vers des logiques de plus long terme (MADAD).

Quels sont les événements marquants de la Direction des Opérations en 2017 ?

Ils sont nombreux. Le plus significatif reste la capacité dont a su faire preuve Première Urgence Internationale pour accéder à des zones très complexes, et délivrer une assistance là où peu d'acteurs sont en mesure d'opérer - comme à Alep, Homs ou Damas en Syrie, comme à Kidal au Mali, comme à Benghazi en Libye. Ainsi, le retour de notre personnel international au Yémen fût un succès majeur contribuant à cet objectif de renforcement de l'accès humanitaire.

L'année fût également marquée par l'aboutissement et/ou la finalisation de plusieurs chantiers transversaux pluriannuels, avec notamment la mise en place et le déploiement d'un nouveau système de gestion de la sécurité et l'activation d'un système d'information (AidPortfolio) au niveau du siège.

Enfin, une réflexion a été initiée sur la nécessaire adaptation de la structuration du Département, tout comme des modalités d'appui au terrain, afin d'accompagner de manière adaptée la croissance opérationnelle de l'organisation.

Jean Javogues, Directeur de la Communication, de la Collecte et des Partenariats

Quel est le bilan de la Direction en 2017 ?

Notre stratégie mise en œuvre à partir de janvier 2017 a porté ses fruits, principalement grâce au renforcement de l'équipe au sein du département et à sa structuration, avec tout d'abord l'intensification de notre communication digitale et de notre présence à travers les médias. Ces indicateurs nous permettent d'affirmer que la visibilité de Première Urgence Internationale auprès du grand public a fortement augmenté cette année. Cependant, la conversion en dons doit encore se concrétiser, et nous devons donc continuer à poursuivre nos efforts dans cette dynamique. La collecte auprès des particuliers reste ainsi stable cette année. Parallèlement au soutien de nombreuses fondations et entreprises à travers des mécénats financiers et de compétences, des partenariats innovants ont été mis en place, je pense notamment à certaines applications bancaires mobiles, mais notre recul en termes de retombées financières n'est pas encore suffisant pour en faire déjà, un bilan objectif.

Quels sont les événements marquants de la Direction de la Communication, de la Collecte et des Partenariats ?

Parmi les événements marquants en 2017, je retiendrai surtout notre participation active au festival de musique Rock en Seine afin de sensibiliser un public jeune à nos actions, notre mobilisation médiatique et nos actions de plaidoyer tout au long de l'année sur le conflit au Yémen, ou encore la mise en place d'un fonds d'urgence grâce à la collecte de nos partenaires Advans et Adecco, qui doit nous permettre de disposer d'une capacité de mobilisation rapide des moyens financiers et logistiques adéquats, lorsqu'une crise humanitaire survient.



Alexandre Darcas, Directeur des ressources humaines



Quel est le bilan de la Direction en 2017 ?

Pour accompagner la croissance de notre activité opérationnelle, nous avons étoffé en conséquence les équipes sur le terrain et au Siège. 85 salariés au Siège (+10 %), 200 expatriés en moyenne (+10 %), et plus de 2000 employés nationaux ont mis compétences, engagement et énergie au service de nos projets humanitaires et de leur gestion.

Le renouvellement, naturel, des équipes démontre une fidélité certaine et l'existence de parcours au sein de Première Urgence Internationale, avec 18 mobilités internes au Siège (incluant Siège-Terrain et Terrain-Siège) et plus de la moitié des départs en mission faits de collaborateurs ayant déjà travaillé pour l'association.

Quels sont les événements marquants de la Direction des Ressources Humaines ?

De plus en plus international (près de 60 nationalités) et en amélioration progressive, le recrutement reste un enjeu majeur. L'équipe Recrutement & Parcours a par conséquent été renforcée par 2 créations de postes en milieu d'année, avec un double objectif d'amélioration de l'attraction et de la rétention des profils. Une nouvelle méthode a également été initiée, avec les premières pierres d'un dispositif de recrutement actif. Parallèlement, un projet de mise en place d'un système d'information RH (SIRH) a été lancé et devrait voir ses premiers aboutissements fin 2018.

Nous avons poursuivi nos efforts d'amélioration et de modernisation du cadre, du fonctionnement et des outils RH : révision des tests de recrutement, dispositif de « breaks » supplémentaires pour les contextes les plus difficiles, dématérialisation des plannings, changement de prestataire Rapatriement – Evacuation. En parallèle nous avons accompagné nos collaborateurs dans leur montée en compétences : des formations en finance, santé, gestion de la sécurité, écoute active ont été organisées. Enfin, des coachings individuels (en management et gestion de la sécurité) sont désormais proposés en fonction des besoins.



Benoit Menvielle, Directeur Financier

Quel est le bilan de la Direction en 2017 ?

Les équipes financières ont accompagné la forte croissance de l'activité avec pour ambition de garantir une gestion rigoureuse des projets, de déployer les outils et procédures efficaces ainsi que d'assurer la formation et la montée en compétences des équipes.

Quels sont les événements marquants de la Direction Financière ?

L'organisation de la fonction « contrôle de gestion », a été revue, pour répondre à un double objectif : pallier les difficultés de recrutement associées à un « turnover » important, et mettre l'accent sur la gestion et l'anticipation des risques.

Nous avons fait de la formation des équipes une priorité, considérant qu'elle est une condition nécessaire à la maîtrise toujours plus accrue des risques financiers. L'accent a notamment été mis sur la formation interne via la refonte des modules de PAD (préparation au départ), le développement des « PAD admin », l'enrichissement du parcours des assistants de gestion ainsi que des formations sur le terrain des équipes nationales lors des visites du personnel du siège. L'élaboration du manuel des procédures financières a permis de condenser dans un document unique, largement diffusé, les règles internes, les savoir-faire techniques et les bonnes pratiques en matière de gestion financière. Cet outil facilite désormais la formation rapide et l'intégration des nouveaux arrivants, et apporte une garantie de continuité, malgré un « turnover » toujours trop important.

Au-delà des outils de suivi et de pilotage des projets, le développement du système d'information s'est poursuivi en 2017 en coordination avec la Direction des Opérations dans le cadre de la mise en place d'AidPortfolio. La mise en production du logiciel est désormais prévue pour le début d'année 2018.

RAPPORT FINANCIER 2017

Faits significatifs

Le budget global de l'association en 2017 a été de 127,5 millions d'euros (ce montant comprend des aides en nature valorisées à hauteur de 41,6 millions d'euros).

Hors dons en nature, l'activité continue de croître puisque nous constatons une hausse des subventions d'exploitation de plus de 13 % entre 2016 et 2017, soit 83,8 millions d'euros en 2017 contre 74,1 millions d'euros en 2016.

Le périmètre d'intervention a légèrement évolué entre 2016 et 2017 : l'association compte 2 nouvelles missions (Libye et Bangladesh).

Origine des ressources

Le total des ressources de l'association en 2017 s'établit à 127 503 K€ et est constitué de :



- Ressources financières pour 85 879 K€ en augmentation de 15% par rapport à 2016
- Contributions en nature pour 41 624 K€ en diminution de 25% par rapport à 2016

→ Ressources financières

Les ressources financières sont en progression de 15 % par rapport à l'exercice 2016 et s'établissent à 85 879 K€. Les subventions d'exploitations publiques (77 942 K€) et privées (5 896 K€) représentent 98% des ressources financières de l'association.

Les produits de collecte (95 K€) proviennent de l'appel à la générosité du public, principalement assuré via le site internet de l'association et la revue trimestrielle « La Chronique ».

Les produits financiers (162 K€) sont principalement constitués des différences positives de change et s'expliquent par la forte volatilité de certaines devises, notamment la Livre syrienne. Les produits divers atteignent 247 K€, les produits exceptionnels (52 K€), auxquels il faut ajouter une reprise de provision de 1 484 K€.

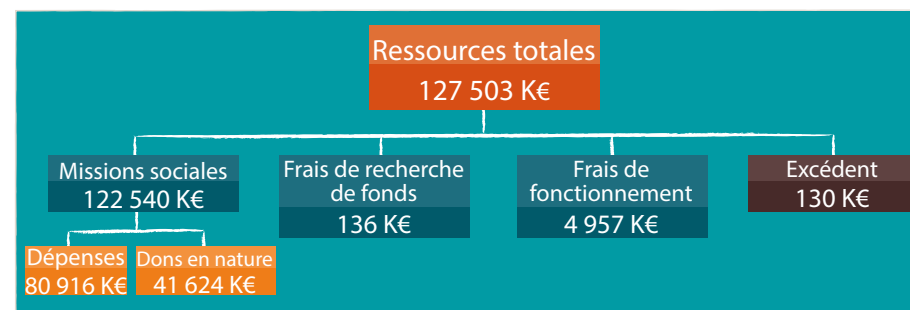
→ Contributions en nature

Les contributions volontaires en nature proviennent de la valorisation du bénévolat d'une part et de la valorisation des dons en nature d'autre part. En 2017, une trentaine de bénévoles ont soutenu l'association, ce qui représente 21 030 heures valorisées 278 K€.

Les dons en nature perçus en 2017 atteignent 41 345 K€ en baisse de 25 % (en 2016, ces dons s'élevaient à 55 521 K€). Les dons en nature proviennent pour l'essentiel (97 % des contributions reçues) du Programme Alimentaire Mondial (PAM) au Liban et ont été obtenus dans le cadre d'un projet de sécurité alimentaire en faveur des réfugiés syriens installés dans le pays.

Utilisation des ressources

Le montant total des emplois de l'exercice s'établit à 127 632 K€, dont 122 540 K€ affectés aux missions sociales, 136 K€ affectés aux frais de recherche de fonds et 4 957 K€ aux frais de fonctionnement. Les ressources totales étant de 127 503 K€, l'association dégage un déficit de 130 K€.



→ Missions sociales

La part des dépenses consacrées aux missions sociales (80 916 K€) est en progression de 16 %, ce qui est conforme à l'évolution des ressources financières (+15 %). Il faut y ajouter les dons en nature distribués (41 345 K€) et les heures de bénévolat (valorisées à 278 K€), ce qui porte à 122 540 K€ la part des ressources affectées aux missions sociales.

Les missions internationales représentent 93,7 % des emplois (hors valorisations) de l'exercice, et se répartissent sur nos principales zones d'intervention :

- **Moyen-Orient : 33 449 K€**
- **Asie : 7 287 K€**
- **Europe (hors France) : 1 698 K€**
- **Afrique : 35 816 K€**
- **Caraiïbes : 2 153 K€**

Les 5 missions les plus importantes en termes de volume d'activités (Liban, Syrie, Irak, Cameroun et Nigeria) représentent 48 % de l'activité.

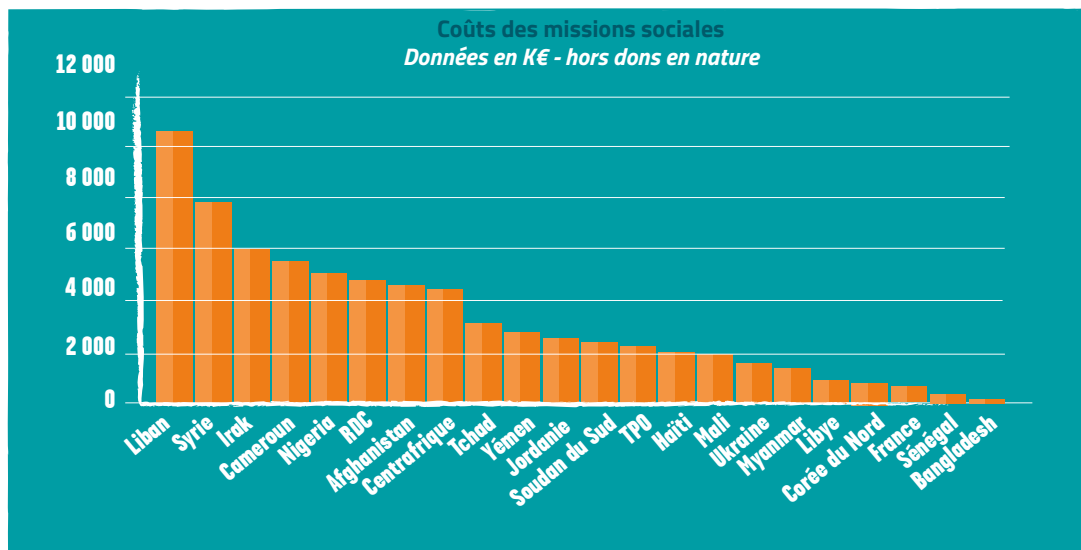
La mission France (340 K€) reste stable par rapport à 2016.

Enfin, en 2017, l'association a mené une vingtaine de missions d'exploration et d'évaluation (notamment en Libye, au Niger, en Ouganda et au Bangladesh) pour un coût total de 174 K€.

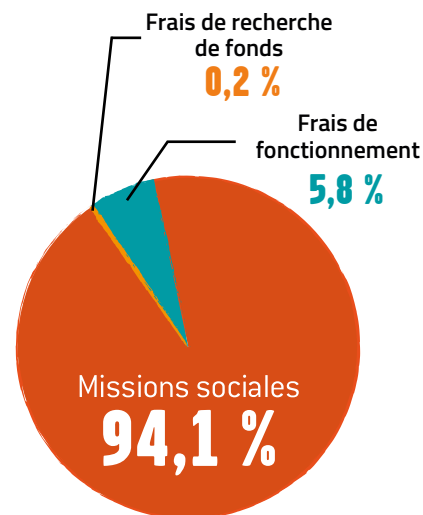
→ Frais de recherche de fonds

Les fonds alloués à la direction de la communication et des partenariats, en charge de la collecte de fonds privés s'élèvent à 136 K€, principalement destinés à améliorer la notoriété de l'association.

RAPPORT FINANCIER 2017



Répartition des emplois de l'exercice



→ Frais de fonctionnement

- Les frais de fonctionnement sont de 4 957 K€ en 2017 et sont constitués de :
 - Frais de personnel à hauteur de 4 213 K€ (soit 86% des coûts de fonctionnement)
 - Frais généraux pour 339 K€ qui comprennent des achats et entretiens (11 K€), honoraires (55 K€), prestations diverses (17 K€), impôts et taxes (23 K€), frais bancaires (11 K€), voyages, transports et réceptions (12 K€), frais de copropriété et énergie (46 K€), téléphone et courriers (3 K€) et dotations aux amortissements pour 159 K€
 - Provisions pour risques et charges à hauteur de 53 K€
 - Charges financières pour 231 K€ qui comprennent des intérêts sur les emprunts contractés auprès des banques pour l'acquisition et les travaux des bureaux d'Asnières-sur-Seine, des différences négatives de change.

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES 2017 (EN K€)

EMPLOIS	k€	Contributions en nature	TOTAL	RESSOURCES	k€	Contributions en nature	TOTAL
1/ MISSIONS SOCIALES	80 916	41 624	122 540	1/ RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	95		95
Afrique	35 816	628	36 443	Dons manuels non affectés	85		85
Moyen-Orient	33 449	39 972	73 421	Dons manuels affectés	10		10
Asie	7 287	677	7 964	2/ AUTRES FONDS PRIVÉS	5896	332	6 228
Caraïbes	2 153	0		3/ SUBVENTIONS & AUTRES CONCOURS PUBLICS	77 942	41 291	119 234
Europe	1 698	68	1766	Nations Unies	24 101	41 291	65 392
France	340	278	618	Union Européenne	26 265		65 392
Missions exploratoires et d'évaluation	174		174	Coopération américaine	18 327		26 265
2/ FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	136		136	État français	5 463		5 463
3/ FRAIS DE FONCTIONNEMENT	4 904		4904	Autres institutions publiques	3 786		3786
Charges de personnel	4 213		4213	4/ AUTRES PRODUITS	461		461
Frais généraux	339		339	Produits financiers	162		162
Charges financières	231		231	Produits exceptionnels	52		
Charges exceptionnelles	121		121	Autres produits	247		247
TOTAL DES EMPLOIS INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	85 956	41 624	127 579	TOTAL DES RESSOURCES INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	84 395	41 624	126 018
Dotations aux provisions	53		53	Reprise de provisions	1484		1484
Excédent de ressources de l'exercice	0		0	Insuffisance de ressources de l'exercice	130		130
TOTAL DES EMPLOIS	86 009	41 624	127 632	TOTAL DES RESSOURCES	86 009	41 624	127 632

LES TEMOIGNAGES DE NOS PARTENAIRES

LE CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN

Patrice PAOLI, Directeur du Centre de Crise et de Soutien (CDCS)

Le CDCS a soutenu pas moins de 13 projets conduits par Première Urgence Internationale en 2017, ce qui fait de Première Urgence Internationale, sur cette même année, notre second partenaire – sur 34 – en termes de volume financier. Les projets soutenus relèvent tant de l'humanitaire que de la stabilisation, et concernent l'Irak, la Libye, le Yémen, ainsi qu'un projet dans les territoires palestiniens. En Afrique, il s'agit de la République démocratique du Congo, la République centrafricaine, le Nigeria, le Mali ou encore le Soudan du Sud. Outre les clusters traditionnels – santé, aide alimentaire, psychosocial – la Mission pour la stabilisation a également accompagné un projet de relèvement économique en République centrafricaine. Nos priorités sont dictées par l'urgence et l'évolution des théâtres de crise. L'Irak et la Syrie ont naturellement concentré une grande partie de nos efforts, mais aussi le Sahel, la famine en particulier dans la corne de l'Afrique, ou encore la RDC, la RCA... avec toujours ce sentiment de frustration face à l'ampleur des défis. Première Urgence Internationale a une compétence large, multisectorielle, et une présence sur la quasi-totalité des théâtres où nous intervenons. C'est surtout un partenaire de longue date, avec lequel nous avons au fil des ans bâti une véritable relation de confiance. C'est un atout indispensable, pour une réaction rapide et efficace. »

AQUASSISTANCE

Philippe FOLLIASSON, Délégué Général d'Aquassistance

Le rapprochement entre Aquassistance et Première Urgence Internationale est articulé autour de domaines d'intervention communs : l'eau et l'assainissement. Nous sommes deux acteurs complémentaires dans le cadre de projets d'amélioration d'accès à l'eau et d'assainissement. Première Urgence Internationale représente toute une organisation et une légitimité terrain, et Aquassistance propose des compétences d'« experts métier », qui sont issus du privé et volontaires, pour mettre à disposition leur savoir-faire et partager leur connaissance. Pour intervenir, nous avons besoin de nous reposer sur une infrastructure et des équipes locales en mesure d'assurer le suivi sur le long terme. Pour ces raisons, Aquassistance voit en Première Urgence Internationale un partenaire de terrain incontournable pour venir en aide efficacement aux populations les plus vulnérables. Nous avons officialisé notre partenariat en juin 2017, bien que nous ayons déjà eu l'occasion de collaborer, en 2015, par exemple sur un projet d'amélioration de la gestion des eaux usées et pluviales dans le camp de réfugiés de Bardarash au Kurdistan irakien. En 2017, nous avons collaboré à distance, par exemple, en donnant des avis techniques sur des forages profonds au nord du Liban. Nos bénévoles sont prêts à se mobiliser pour soutenir les projets d'urgence portés par le service du SUDO de Première Urgence Internationale. Nous avons notamment mobilisé nos unités mobiles de potabilisation d'eau pour renforcer les moyens déployés. »

LA FONDATION SANOFI ESPOIR

Valérie Faillat, Déléguée Générale de la Fondation

Depuis sa création, en 2010, la Fondation Sanofi Espoir soutient financièrement Première Urgence Internationale. Du Myanmar en Haïti, en passant par l'Irak et la Libye, nous œuvrons aux côtés de l'association pour la mise en place de programmes de prévention, d'accès aux soins de santé, et d'aide d'urgence, pour les populations les plus vulnérables. En Libye par exemple, nous avons apporté notre soutien pour renforcer la santé maternelle et infantile, et offrir un soutien psychosocial à 20 000 personnes déplacées et affectées par le conflit, dans la ville de Benghazi et ses environs. Parce que la lutte contre la précarité et la maladie constituent nos priorités, nous avons associé nos forces à celles de Première Urgence Internationale, reconnue dans ses pays d'intervention, pour la qualité de son travail, par les institutions de santé partenaires et les personnes qu'elle soutient. Notre partenariat va bien au-delà de la simple relation de mécénat. Il s'est construit autour d'échanges d'expertises, et d'un travail commun dans une même direction : la mise en place de systèmes de santé pérennes et la garantie d'un accès aux soins de qualité pour tous. »

REMERCIEMENTS

Partenaires publics

- L'Union européenne, au travers de la Direction générale de l'aide humanitaire (ECHO) et de la Direction générale de la Commission européenne pour le développement et la coopération (EuropeAid), du Fonds Bekou, du Fonds Social Européen (FSE) et de la Délégation de l'Union Européenne au Cameroun ;
- l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), au travers du Bureau américain d'assistance aux désastres à l'étranger (OFDA), du Bureau des populations, des réfugiés et des migrations (BPRM), du Food For Peace (FFP) ; la coopération française à travers l'Agence française de développement (AFD), le Comité interministériel d'aide alimentaire (CIAA) avec l'Aide alimentaire programmée (AAP), le Centre de crise et de soutien (CDCS), Expertise France ; Ambassade de France au Mali via le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) ;
- Les autres coopérations nationales : British Council, le ministère de la Santé publique afghan (MOPH Afghanistan), Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) ;
- Les agences des Nations Unies : le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à travers notamment le Fonds Humanitaire RCA, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains ONU-Habitat ;
- Les autres organisations et organismes nationaux ou internationaux : le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme (The Global Fund), NRC Consortium, OPEP Fund For International Development (OFID) ;
- Les collectivités françaises : Agence Régionale de Santé Ile-de-France (ARS), le Conseil régional d'Île-de-France et la Ville de Paris, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Val-de-Marne (DDCS), la ville d'Ivry-sur-Seine, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE).

Partenaires privés

Solidarity AccorHotels, Action Contre la Faim (ACF), Advans International, Air France Mécénat Humanitaire, Altran, American Friends of the Kors (AFLK), Aquassistance, Association Tulipe, Coordination Sud, Danish Refugee Council, Emmaüs Liberté, Essteem, Fundación Internacional Olof Palme (FIOP), Fondation Abbé Pierre, Fondation Adecco, Fondation de France, Fondation Lombard Odier, Fondation Sanofi Espoir, Fonds Parlementaire de Seine-Saint-Denis, Handicap International, International Rescue Committee (IRC), Lyf Pay, Médecins du Monde, MEDAIR, Muslim Care, la Roche Posay, Save the Children, Solidarités International, Step In, Women's Hope International (WHI).

